

Commune de
SAINTE-GEMMES-LE-ROBERT

DÉPARTEMENT
DE LA MAYENNE

14 JUIN 2016 DÉPARTEMENT
DE LA MAYENNE

COURRIER ARRIVÉ - DRB/DRATOC 2016

COURRIER ARRIVÉ - DRB

date de dépôt : 9 mai 2016

demandeur : **Monsieur RICHEFOU Olivier,**
Président du CONSEIL DÉPARTEMENTAL
DE LA MAYENNE

pour : **la démolition de la cabane de cantonnier**
et la reconstruction de celle-ci à l'identique :
adresse

terrain : **en bordure de la RD n°20 - section**
entre Bais et Ste Gemmes le Robert

SAINTE GEMMES LE ROBERT (53600)

ARRÊTÉ n° 2016/37
de non opposition à une déclaration préalable
au nom de la commune

Le maire,

Vu la demande de déclaration préalable présentée le 9 mai 2016 par Monsieur RICHEFOU Olivier, Président du CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA MAYENNE situé au 39, rue Mazagran à LAVAL (53014) ;

Vu l'objet de la demande :

- pour la démolition de la cabane de cantonnier et la reconstruction de celle-ci à l'identique
- sur un terrain situé en bordure de la RD n°20 section entre Bais et Ste Gemmes le Robert à SAINTE GEMMES LE ROBERT (53600) ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu le plan d'occupation des sols approuvé le 03 mars 2000, modifié le 28 octobre 2004, 03 juin 2005, 14 avril 2008 et révisé le 25 février 2009 ;

Vu l'avis favorable de l'architecte des bâtiments de France du 03 juin 2016 ;

Considérant que le projet, situé dans un site inscrit, est de nature à porter atteinte à l'état des lieux ou à l'aspect ;

Considérant que la décision doit comporter une ou des prescriptions, en application de l'article R.111-21 du code de l'urbanisme ;

ARRÊTE

Article 1

La déclaration préalable est accordée sous réserve du respect des prescriptions mentionnées aux articles 2 et 3.

Article 2

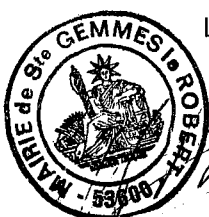
La cabane sera reconstruite à l'identique (mêmes matériaux, même mise en oeuvre, même orientation).

Article 3

En application de l'article R.425-30 du code de l'urbanisme les travaux ne peuvent être entrepris avant l'expiration d'un délai de quatre mois à compter du dépôt du dossier.

Fait à SAINTE-GEMMES-LE-ROBERT, le

10 JUIN 2016



Le maire,

André BOISBOUVIER

La présente décision est transmise au représentant de l'État dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'État. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Durée de validité du permis : Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, et en application du décret n°2016-6 du 05 janvier 2016, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 36 mois à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable. Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22 et en application du décret n°2016-6 du 05 janvier 2016, l'autorisation peut être prorogée pour une année non plus une seule fois mais deux fois si les prescriptions d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement) :- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation : Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.

DÉPARTEMENT
DE LA MAYENNE

14 JUIN 2016

COURRIER ARRIVÉ - DRB/DR/ATDC

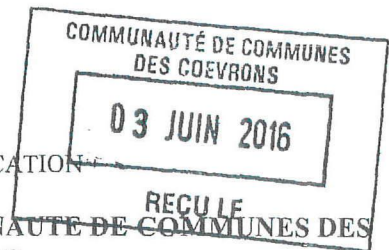


MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION

Direction régionale des affaires culturelles des Pays-de-la-Loire
Unité départementale de l'architecture et du patrimoine de la Mayenne

Dossier suivi par : Marie ROUAULT

Objet : demande de déclaration préalable



COMMUNAUTÉ DE COMMUNES
DES COEVrons
BP 0130
53601 EVRON CEDEX
A Laval, le 03/06/2016

numéro : dp21816K2006

adresse du projet : 86 RUE DU PRESSEUR SALE 53600 SAINTE-
GEMMES-LE-ROBERT

nature du projet : Démolition

déposé en mairie le : 09/05/2016

reçu au service le : 27/05/2016

servitudes liées au projet : Site inscrit -

demandeur :

CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA
MAYENNE
39 RUE MAZAGRAN
53014 LAVAL

Ce projet est situé dans le site inscrit désigné ci-dessus. Les articles L.341-1 et R.341-9 du code de l'environnement et R.425-30 du code de l'urbanisme sont donc applicables.

Ce projet, en l'état, est de nature à altérer l'aspect de ce site inscrit. Il peut cependant y être remédié. **L'architecte des Bâtiments de France émet par conséquent un avis favorable assorti d'une proposition de prescriptions.** Par ailleurs, ce projet peut appeler des recommandations ou observations au titre du patrimoine, de l'architecture, de l'urbanisme ou du paysage.

Proposition de prescriptions (1), recommandations ou observations éventuelles (2) :

- La cabane sera reconstruite à l'identique (mêmes matériaux, même mise en œuvre, même orientation)

L'architecte des Bâtiments de France

Philippe BENEZECH